

VIE EN ENTREPRISE ET VIE SPIRITUELLE

Cécile Renouard

S.E.R. | *Etudes*

**2011/6 - Tome 414
pages 751 à 762**

ISSN 0014-1941

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-etudes-2011-6-page-751.htm>

Pour citer cet article :

Renouard Cécile , « Vie en entreprise et vie spirituelle » ,
Etudes, 2011/6 Tome 414, p. 751-762.

Distribution électronique Cairn.info pour S.E.R..

© S.E.R.. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Vie en entreprise et vie spirituelle

CÉCILE RENOARD

LES relations entre économie et vie spirituelle sont marquées par un soupçon immédiat, notamment dans le contexte catholique européen : dans l'esprit de certains, les affaires et la foi sont deux domaines séparés. On ne mélange pas Dieu et l'argent, au risque de reléguer la sphère économique et financière aux seuls experts : ces derniers peuvent être de bons chrétiens du dimanche, voire des chrétiens engagés pendant la semaine dans des mouvements associatifs, mais ils pratiquent souvent la séparation entre les domaines, laissant bien peu la foi informer leur réflexion professionnelle. Dans le contexte américain, la religion, à l'inverse, a pu devenir un vrai business, les leaders/prêcheurs prônant la participation à une communauté chrétienne comme moyen et garantie d'une vie prospère, voire de la réussite professionnelle, avec le danger d'oublier que les valeurs de l'Évangile ne s'identifient pas aux critères de succès mondain. Cette difficulté à voir comment la vie spirituelle peut être articulée à la vie quotidienne, en particulier à la vie professionnelle dans une entreprise, est significative d'une tension qui concerne à la fois la place de l'éthique et celle des valeurs et attitudes religieuses et/ou spirituelles vis-à-vis de l'activité économique. On a pu justifier le caractère extérieur

Religieuse de l'Assomption. ESSEC, Centre Sèvres, École des Mines. Dernier ouvrage paru : *Michaël Walzer ou l'art libéral du civisme*, Éditions du Temps Présent, 2010.

de l'éthique vis-à-vis du système économique, qui aurait une logique et des contraintes propres¹. À cette position répond de façon très claire la dernière encyclique de Benoît XVI, *Caritas in Veritate* (2009, n° 36) : « La sphère économique n'est, par nature, ni éthiquement neutre ni inhumaine et anti-sociale. Elle appartient à l'activité de l'homme et, justement parce qu'humaine, elle doit être structurée et organisée institutionnellement de façon éthique. » Une vision instrumentale de l'éthique au service de la performance économique a aussi été défendue. Dans les deux cas, le résultat est le même : on évite de remettre en cause les structures économiques, voire on justifie la forme du capitalisme financier actionnarial prédominante. Finalement, c'est la place laissée à l'action collective qui est en jeu : la démarche éthique et spirituelle peut-elle être vécue d'une façon essentiellement personnelle, sans engager en même temps une action commune en vue de transformations structurelles² ?

Diagnostic d'une crise économique, éthique et spirituelle

La crise économique et financière est une crise de la cupidité (*greed*), une crise de la démesure et de l'abstraction déconnectée des équilibres du réel complexe. C'est une crise accentuée par la perte de conscience morale et spirituelle des acteurs économiques, que Max Weber annonçait à la fin de son livre de 1905, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme* : « Lorsque "l'accomplissement de la profession" ne peut pas être mis en relation directe avec les valeurs spirituelles suprêmes de la culture ou lorsqu'il ne peut être perçu, également au plan subjectif, que comme une simple contrainte économique, l'individu renonce généralement, aujourd'hui, à toute interprétation. Aux États-Unis, là où elle connaît un déchaînement extrême, la recherche du gain, dépouillée de son sens (éthico-religieux) a tendance aujourd'hui à s'associer à des passions purement agonistiques, qui précisément lui impriment assez souvent le caractère d'un sport. Personne ne sait encore qui, à l'avenir, logera dans cet habitacle ; et si, au terme de ce prodigieux développement, nous verrons surgir des prophètes entièrement nouveaux ou une puissante renaissance de pensées et d'idéaux anciens, voire – si rien de tout cela ne se produit – une pétri-

1. C'est exactement la position défendue par André Comte-Sponville : *Le capitalisme est-il moral ?* (Albin Michel, 2004), significative de la tendance à vouloir exonérer les agents économiques de leurs responsabilités, en insistant sur la distinction entre les ordres technico-scientifique-économique, politique, moral et éthique.

2. L'article aborde cette question à partir de l'expérience qui est la mienne, auprès de cadres, surtout de grandes entreprises.

3. M. Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Suivi d'autres essais, Trad. J.-P. Grossein, Gallimard, 2003, p. 251-252.

fication (mécanique), parée d'une sorte de prétention crispée. Dans ce cas, à coup sûr, pour les "derniers hommes" de ce développement culturel, la formule qui suit pourrait se tourner en vérité: "Spécialistes sans esprit, jouisseurs sans cœur: ce néant s'imagine s'être élevé à un degré de l'humanité encore jamais atteint."³ »

Ce pronostic s'est malheureusement révélé clairvoyant: n'assiste-t-on pas à des comportements autistes de la part de cadres spécialisés, tels les opérateurs financiers surdiplômés, qui continuent à recevoir sans sourciller les bonus exorbitants que leur banque leur octroie sur les fonds tirés notamment de la spéculation sur les marchés de matières premières alimentaires, ou encore de l'exploitation de consommateurs moins informés, ménages surendettés américains et autres? Ces cadres sont capables de s'affliger en même temps sur la misère du monde sans en tirer les conséquences, sans reconnaître ni leur responsabilité indirecte à l'égard des famines et autres désastres liés aux mouvements spéculatifs, ni le niveau injustifié de leur rémunération, ni le caractère insoutenable de leur style de vie. Plus communément, ces incohérences sont aussi les nôtres, à moindre échelle; comment pouvons-nous, consommateurs immergés dans le modèle capitaliste, nous accommoder de l'accroissement des disparités et des souffrances psychologiques et sociales des laissés-pour-compte comme nous le faisons? À bien des égards la forme actuelle du capitalisme et la vision de l'homme qui la sous-tend constituent l'opium de nos consciences. Plusieurs facteurs se conjuguent.

Le premier concerne les repères mouvants dans lesquels évoluent nos sociétés: ce qui était considéré comme moralement inacceptable n'est plus systématiquement rejeté, et il est bien difficile de déterminer selon quels critères, par exemple, un écart de rémunération est injuste ou non. Dès lors, on en vient à accepter, au nom du caractère arbitraire de certaines normes concrètes de justice, des dérives surprenantes. Ainsi, les niveaux de rémunérations astronomiques sont considérés comme légitimes; même les patrons du CAC 40 apparemment les plus soucieux de responsabilité sociale acceptent de recevoir un salaire de plusieurs millions d'euros par an. À plusieurs reprises, interrogeant les dirigeants au sujet de ces montants, cette réponse m'a été faite: « c'est excessif, certes; mais c'est le marché! » Ce qui signifie: « ne me demandez pas de changer, c'est la structure qu'il faudrait

transformer; j'en profite comme d'autres, ni plus ni moins. » Un autre exemple significatif de la difficulté à discerner ce qui est injuste ou non concerne l'exigence de flexibilité et de mobilité qui caractérise le fonctionnement des entreprises. Cette injonction est à double tranchant : beaucoup d'entre nous critiquons la mobilité excessive (qui oblige à des déménagements fréquents, à une adaptabilité permanente, etc.) et la pression exercée sur les individus au nom de l'efficacité, mais nous en profitons aussi. Nos manières de faire ne sont pas toujours très éloignées de ce que décrivent les sociologues Luc Boltanski et Ève Chiapello⁴, aussi bien que le philosophe Emmanuel Renault⁵ : les puissants dans la forme actuelle du capitalisme sont les gens mobiles et bien connectés, qui se servent et tirent parti de l'immobilité des autres et des contraintes qui leur sont imposées. La critique personnelle est d'autant plus difficile qu'existe un certain consensus social pour accepter les revers du système et qu'il est difficile de mesurer quand une ligne moralement inacceptable est franchie. De plus, le rapport individualisé au monde du travail a des effets pervers : on tend à faire de chaque problème professionnel un problème personnel, qui devrait être résolu par le médecin du travail ou le psychologue, évacuant largement l'analyse des structures qui peuvent en être la cause.

Une deuxième caractéristique inquiétante du fonctionnement actuel de notre économie est la schizophrénie assumée par un certain nombre de cadres qui reconnaissent les impasses du mode de vie qui est le leur et les problèmes éthiques de la vie qu'ils mènent en entreprise mais se sentent impuissants, à leur niveau, pour les traiter, pour résister, et se laissent entraîner par une fuite en avant dans le travail⁶. Pour d'autres, il s'agit carrément d'un déni de leur responsabilité, par peur d'être personnellement jugé en même temps que le système dans lequel ils évoluent. Combien de fois m'a-t-il été dit, à propos du souci de considérer les impacts de la production industrielle sur les zones pauvres des pays du sud où les entreprises sont présentes : « mais c'est un propos de gauche ! », comme si cela discréditait toute parole, et comme si c'était un argument pour ne pas regarder de près les tensions inhérentes à la logique prévalente et ses injustices. Chez certains, une carapace a été forgée ; chez d'autres la mauvaise conscience et l'insatisfaction sont perceptibles, mais un blocage existe, qui rend très difficile la reconnaissance libre des impasses et des contradictions.

4. L. Boltanski & È. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, 1999.

5. E. Renault, *Souffrances sociales*, La découverte, 2008.

6. C. Duval-Arnould, « Travail et vie spirituelle », *Christus*, octobre 2007.

7. H. Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, Gallimard, 1966; Cécile Renouard, *La Responsabilité éthique des multinationales*, Puf, 2007, chapitre 12.

Troisième facteur de frein à l'égard de tout changement, le conformisme et le règne de la raison instrumentale rendent difficile la prise de conscience des injustices: on pourrait appeler cette posture le "syndrome du bon élève". Combien de cadres dirigeants sont des élèves doués qui ont toujours voulu faire de leur mieux, et sont entraînés dans une logique du mal banal⁷, sans vouloir s'en apercevoir. À leur décharge, reconnaissons que dans le contexte des Trente Glorieuses où le progrès scientifique et technique semblait indéfini et où la préoccupation à l'égard des limites des ressources exploitées était faible (même si des voix, comme celles d'Ivan Illich et André Gorz s'élevaient déjà pour souligner les impasses de notre mode de production et de vie), la plupart des ingénieurs se souciaient avant tout de faire bien leur travail technique, réalisant d'ailleurs des prouesses dans tous les secteurs industriels. Les cadres de l'industrie pétrolière font bien souvent remarquer que la préoccupation pour le développement durable et l'appel à un élargissement des horizons est une petite révolution pour des ingénieurs dont le métier est extrêmement compartimenté. Par ailleurs, il est rude d'accepter de ne pas avoir la solution à un problème (relatif, par exemple, aux relations sociétales entre l'entreprise et les collectivités locales proches d'un site de production) quand on a été élevé dans le culte de la performance et l'illusion d'une maîtrise possible sur son environnement grâce au progrès techno-scientifique. De plus, l'organisation du travail elle-même (la parcellisation des chaînes de décision, le stress, etc.) peut rendre difficile l'élaboration d'une pensée personnelle et critique. Et puis, la difficulté à être soi, à rester attentif à la voix intime de sa conscience, est d'autant plus forte que l'on bénéficie de l'organisation qui vous a promu et vous a donné une certaine image de vous-mêmes, de votre réussite professionnelle et personnelle; la peur de perdre ses sécurités et le sens du confort font renoncer à l'indignation et à l'engagement personnel pour changer quelque chose.

Un quatrième facteur rendant difficile la critique sociale est la culture de la philanthropie et la justification théorique du système économique par les défenseurs du capitalisme dérégulé. On peut voir des cadres dirigeants de multinationales consacrer de l'argent et/ou du temps en vue de la contribution à un projet humanitaire, à une fondation charitable. Les mêmes vanteront les politiques sociales et socié-

tales de leur entreprise mais, le plus souvent, sans vraiment consacrer les moyens financiers et humains en vue d'un contrôle et d'un suivi précis des pratiques sur le terrain, et en négligeant les incohérences telles que les conséquences sociales dommageables de l'externalisation de multiples fonctions et du recours aux sous-traitants, qui ne sont pas soumis aux mêmes politiques. L'objectif de maximisation du profit n'est pas mis en cause ; la responsabilité sociale d'entreprise est comprise le plus souvent comme un moyen de pérenniser l'activité de l'entreprise en lui assurant une bonne réputation par un certain nombre de bonnes pratiques, c'est-à-dire comme un ensemble d'engagements au service de la croissance. Dans cette perspective instrumentale, l'augmentation globale ou moyenne du bien-être matériel d'une population justifie le sacrifice de quelques-uns, voire de la majorité, à laquelle, dans un deuxième temps, pourront être accordées des retombées de cette croissance. Cette perspective est critiquable à plusieurs égards⁸ : elle considère qu'on ne fait pas d'omelette sans casser d'œufs, et qu'il est légitime que l'organisation produise des déchets ; pour compenser ces effets négatifs, elle peut bien promouvoir des redistributions ex post, mais ceci conduit à accentuer le fossé entre les gagnants et les perdants, ces derniers étant tributaires de la générosité des premiers⁹. Enfin, cette approche risque toujours de considérer que le développement est d'abord une affaire d'accès à des biens matériels, alors que la justice demande de mettre l'accent tout autant sur les libertés et les droits individuels, sur les capacités de choix des personnes¹⁰, sur les moyens qui favoriseront la qualité du tissu social, parmi lesquels une réduction des inégalités. Le raisonnement libertarien est critiquable autant du point de vue de ses effets sur les plus vulnérables que du point de vue de l'état d'esprit qu'il entretient chez les plus riches : la bonne conscience non critique.

Enfin, une difficulté redoutable est posée par le type de formation dominant dans les écoles de commerce et d'ingénieurs. Les formations techniques sont valorisées au détriment d'une formation éthique et politique, transdisciplinaire, attentive à la complexité des enjeux, à la recherche de sens et aux responsabilités des acteurs privés, et qui permette aux étudiants d'appréhender l'ensemble des défis de l'entreprise au service de ses parties prenantes. En matière économique et financière, les étudiants continuent à être formatés selon les principes de la doxa libertarienne. Il est très difficile de

8. J. Rawls, *Théorie de la justice*, 1971, Seuil, 1987.

9. Soulignons, d'ailleurs, que la fiscalité qui est supposée jouer ce rôle distributif est devenue en France à la fois régressive pour les hauts revenus et très faiblement redistributive pour les bas revenus.

10. A. Sen, *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*, Odile Jacob, 2000.

11. Ainsi en va-t-il du stagiaire de fin d'études dans une école de commerce, qui travaille dans une banque en étant payé 4 000 euros par mois...

résister à la tentation d'aller vers les carrières les plus rémunératrices, même si elles ne correspondent pas forcément à ce que l'on souhaite faire; et si un étudiant doué en maths s'oriente par goût pour les chiffres vers les carrières financières, il est douteux qu'il trouve en lui la force morale qui lui permettra de ne pas céder aux sirènes de la vie luxueuse qu'on lui fait miroiter dès la fin de ses études¹¹. Par ailleurs, la valorisation sociale par les pairs en fonction du niveau de rémunération reste déterminante.

La vie éthique et spirituelle : un itinéraire

Le diagnostic est sombre. Pourtant, des signes d'espérance sont là : la création dans les écoles de commerce de formation à l'entreprenariat social et au *social business* en est un, accompagnée de l'expansion du secteur de l'économie sociale et solidaire. Les prises de position de certains dirigeants, comme Emmanuel Faber, DG adjoint de Danone, qui parle de la « révolution mentale » nécessaire pour les cadres, en est un autre. De plus en plus d'étudiants cherchent à trouver une activité professionnelle qui ait du sens et remettent en cause les dogmes de la forme actuellement dominante du capitalisme. Comment vivre mieux, personnellement et collectivement? La solution passera d'abord par des politiques publiques résolument orientées vers de nouveaux modèles de société. Toutefois, nous voyons combien nos dirigeants sont dépendants de leur stratégie individuelle de carrière, des luttes de pouvoir dans leur parti politique et manquent souvent de courage et de marges de manœuvre pour inviter aux transformations radicales pourtant nécessaires. Par ailleurs, le système de représentation mis en place depuis deux siècles dans les démocraties libérales n'est pas suffisant ni adapté aux défis écologiques que doivent relever nos sociétés et la communauté internationale tout entière¹². Des formes de démocratie participative peuvent être inventées, de façon à nous rendre collectivement plus sensibles aux modes de résolution des problèmes et à avancer vers de nouveaux styles de vie. Il faut que chacun s'y mette, et ceci suppose de mettre en place des réglementations contraignantes, mais aussi de faire appel aux ressources morales et spirituelles des personnes et des collectivités. Aujourd'hui font souvent défaut une formation éthique et spirituelle et un accompagnement des per-

12. D. Bourg & K. Whiteside, *Vers une démocratie écologique. Le citoyen, le savant et le politique*, Seuil, 2010.

sonnes et des groupes, tout particulièrement de ceux qui ont des responsabilités dans la cité, au plan économique comme au plan politique. Voici quelques exemples de ce qui pourrait constituer un itinéraire spirituel.

Il est frappant de constater les transformations d'un certain nombre de cadres, depuis la crise financière de 2008 : prenant conscience des dérives de la financiarisation et du court-termisme de l'économie, de plus en plus nombreux sont ceux qui prennent la parole pour expliquer ce qu'ils vivent de l'intérieur, dans des organisations diverses, banques, entreprises industrielles, etc. Certains interviennent dans les débats publics, auprès d'étudiants, d'associations professionnelles, participent à des ouvrages¹³ et à des revues, pour dénoncer les « structures de péché »¹⁴, sensibiliser aux enjeux d'une gouvernance d'entreprise plus équilibrée et proposer des chemins pour une contribution plus équitable des entreprises à la société. Ces exemples sont significatifs d'itinéraires humains et spirituels face aux défis actuels. Relisons-les à la lumière de la rencontre de Jésus et Zachée, dans l'évangile de Luc (19,1-10). Quelque chose se passe qui est de l'ordre de la rencontre avec Celui qui leur permet de prendre des risques, de renouveler tel aspect de leur existence et d'en être heureux. D'abord, il faut un élément déclencheur : Zachée était curieux, il avait entendu parler de Jésus, peut-être était-il insatisfait de sa vie quotidienne ; toujours est-il qu'il monte sur un arbre ; et Jésus croise son regard, et l'appelle. Il lui demande tout simplement de l'inviter chez lui. Aucun jugement là-dedans mais seulement une rencontre, une soif révélée, un regard qui ne juge pas mais qui accueille et qui ouvre, un appel à la convivialité. C'est dans cette confiance exprimée et ressentie que Zachée décide lui-même de modifier ses façons de faire, qu'il reconnaît les injustices commises et qu'il se livre à une action transformative : il s'engage à rendre quatre fois ce qu'il a extorqué.

Quels sont les signes d'un tel itinéraire dans l'entreprise ? On peut sans doute distinguer trois niveaux. Le premier niveau est celui de l'intégrité personnelle, du respect des règles, de l'intérêt actif pour la RSE (Responsabilité sociale d'entreprise), etc. C'est déjà quelque chose qui ne va pas de soi, qui mobilise la personne dans son travail, et qui peut s'opposer à une conception intimiste de la foi : par exemple, on entend parfois des cadres chrétiens dire – en se référant à une autorité religieuse qui leur aurait tenu ce dis-

13. Cf. G. Giraud & C. Renouard (dir.), *20 Propositions pour reformer le capitalisme*, Flammarion, 2009.

14. Jean Paul II, *Sollicitudo Rei Socialis*, 1987.

cours – que l’objectif de la « sanctification familiale » est premier, avant l’interrogation sur leurs pratiques professionnelles... Le deuxième niveau est celui de la prise de conscience par un acteur économique des dilemmes éthiques auxquels il est confronté, voire des impasses dans lesquelles il est pris. Cette reconnaissance peut se faire de bien des manières : une crise personnelle ou un échec professionnel, une rencontre qui force à aller de l’avant, à transformer quelque chose, à changer de cap, une expérience théologale, une ouverture à la bonté de la vie et une capacité à se laisser toucher par la réalité environnante et par la détresse d’autres, etc. Le troisième niveau est celui de l’engagement concret, de la détermination personnelle pour la justice et la recherche d’une éthique sociale qui informe toute l’existence. Tout ceci implique la mobilisation du cœur et de l’intelligence, la force des convictions et la compétence, la compréhension des situations et l’acceptation d’une certaine solitude.

Jalons pour une vie spirituelle dans l’entreprise

Reconnaissant que l’existence est un chemin, et que la vie spirituelle se cultive, au même titre que d’autres dimensions de notre vie (notre santé, notre connaissance de l’actualité, etc.), quels repères se donner en vue d’une vie spirituelle vécue dans le cadre de sa vie professionnelle ? Quatre jalons sont ici proposés.

Le premier est, pour reprendre l’expression du théologien protestant Dietrich Bonhoeffer, la « polyphonie de la vie »¹⁵ : éviter que toute notre existence soit polarisée par un seul objet, qui obstrue tout le reste de notre rapport au monde ; maintenir en nous vivante la pluralité des dimensions de l’existence. Cette attitude permet de ne pas rester le nez collé sur le guidon, tel l’homme unidimensionnel décrit par Marcuse¹⁶, mais de prendre du champ, de dégager un espace intérieur en soi, pour accueillir ce qui se donne à nous, pour nous disposer à nous laisser toucher par ce et ceux qui nous entourent, pour regarder avec des lunettes un peu différentes ce qui nous arrive, voire pour nous mettre à la place de l’autre. Le chapitre 10 de l’évangile de Luc exprime bien ce mouvement : Jésus a appelé ses disciples, les a formés,

15. D. Bonhoeffer, *Résistance et soumission*, Labor et Fides, 1973.

16. H. Marcuse, *L’homme unidimensionnel*, Minuit, 1968.

il les envoie maintenant en mission, les laissant prendre sa place au service du Royaume, les préparant à la mission qui sera la leur quand il ne sera plus là ; à leur retour, Luc nous dit que « Jésus exulte de joie sous l'action de l'Esprit et rend grâce au Père ». La joie est le fruit de la déprise de soi, de l'accueil des autres et de l'Autre, de la vie qui circule. Juste après, la parabole du bon samaritain évoque aussi l'appel à ne pas regarder la réalité à travers le prisme de ses préjugés, ou à partir de son emploi du temps chargé qui empêche de s'arrêter, mais de compatir, de se mettre à la place de celui qui est sur le bord de la route, et de prendre le temps de prendre soin de lui. Enfin la rencontre de Marthe et Marie (*Luc* 10,38-42) met en évidence l'appel à l'unité intérieure, à ne pas se polariser sur ce qui est à faire, mais aussi à écouter ce qui nous est dit, à vivre le moment présent sans être complètement absorbés par la performance à accomplir, ou plutôt, en agissant d'une manière attentive, libre et ouverte.

Le deuxième critère est un critère de discernement de la qualité des relations que nous entretenons. Dans *Le nouvel esprit du capitalisme*, Boltanski et Chiapello distinguent les « mailleurs », qui sont au cœur de réseaux complexes de relations, et les faiseurs de liens, ceux qui utilisent ces relations uniquement à leur profit, voire en accentuant les écarts entre réseaux, en tirant parti des failles du maillage, en vue d'étendre leur marché, leur pouvoir, en vue de se rendre indispensables. C'est tout le contraire de l'attitude de celui qui met en relation, et qui fait être, puis laisse être¹⁷. Ainsi le mailleur est-il celui qui est un « passeur », à la suite du Christ qui « offre à qui le suit ou qui l'imité d'aller au bout de son propre chemin »¹⁸ et de devenir lui-même en relation à d'autres. Suis-je un mailleur ou un faiseur ? Ceci a des conséquences juridiques et politiques. Est-ce que mon entreprise facilite l'épanouissement des capacités des personnes et le développement de réseaux sociaux en son sein, et contribue à un maillage, à la qualité du tissu social, avec d'autres parties prenantes ? Si la sainteté consiste à accorder le dire et le faire¹⁹, toutes les conséquences de l'activité (économique) de chacun, dans ses liens directs et indirects avec d'autres – proches et lointains –, sont concernées : c'est ce qui faisait dire au théologien Karl Rahner²⁰ qu'en mangeant une banane on devrait aussi s'intéresser à ses conditions de production et de commercialisation...

Le troisième jalon consiste à regarder comment dans son existence propre, chacun articule les attitudes de cou-

17. G. Giraud, « Nouveaux Chemins de solidarité par temps de crise », *Études*, janvier 2009.

18. C. Theobald, *Vous avez dit vocation ?*, Bayard, 2010, p. 63.

19. C. Theobald, *Transmettre un évangile de liberté*, Bayard, 2007.

20. K. Rahner, *Traité fondamental de la foi*, 1976, Centurion, 1983.

21. C. Renouard,
« Attitudes spirituelles face
à la crise », *Christus*, juillet
2010.

rage, de ténacité inventive et de désintéressement. Il s'agit de vivre les trois figures bibliques du prophète, du roi et du prêtre²¹. Le prophète se situe dans son peuple et à distance; il élève la voix, il est libre pour dénoncer les injustices et les infidélités; ceci correspond bien au militant qui dans la société civile et dans son ONG ne s'accommode pas des injustices, mais prône une autre société et fait pression, grâce à une action collective, sur les puissants, sur les entreprises et sur les pouvoirs publics, pour que d'autres normes soient mises en œuvre. Cette attitude prophétique peut aussi être vécue dans l'entreprise, sans doute différemment. Ainsi celui qui défend les droits de ses collègues, qui questionne certaines pratiques, qui prend des risques avec d'autres, pour d'autres, parfois jusqu'à la Croix: « heureux êtes-vous si l'on vous persécute à cause de moi... » (Mt 5,10). La deuxième attitude est celle du roi immergé dans la complexité du réel et qui doit, pas à pas, dessiner des chemins vers une société mieux ordonnée, en vue du bien commun. Le cadre d'entreprise peut sans doute plus facilement s'identifier à cette figure: comment user de ruse et de patience, sans manquer à son idéal, à ses convictions, pour sensibiliser ses collègues à une mesure injuste, pour susciter une réflexion dans son département ou à l'échelle d'une filiale ou d'un groupe, pour prendre des décisions successives, petites mais significatives, voire pour risquer de nouveaux modèles? Enfin le prêtre est celui qui, dans l'Ancien Testament, est donné au service du Seigneur, qui n'a pas de terre et dépend d'autres pour sa subsistance, qui est libre pour un autre rapport au monde. Chacun d'entre nous est appelé à cultiver cette gratuité dans son rapport au monde et aux autres: ne pas considérer les autres uniquement sous l'angle de la relation instrumentale mais pour eux-mêmes, susciter des espaces où se donne et s'échange une parole libre, une parole inspirée (même sans référence chrétienne explicite); privilégier des temps de convivialité simple et gratuite, être avec...

Le dernier jalon concerne la dimension sociale de notre foi et de notre expérience spirituelle. Elle est bien manifestée par l'épisode de la guérison du paralytique (*Luc 5*): « Voyant *leur* foi, Jésus lui dit: tes péchés sont pardonnés... » Notre foi personnelle et collective peut nous faire bouger des montagnes! Avons-nous cette confiance et cette audace? Pour cela, quels moyens prenons-nous pour nous engager ensemble, avec d'autres: les mouvements comme le MCC,

CVX et les EDC, les groupes de jeunes professionnels, peuvent être ces lieux, à condition sans doute que soit abordée l'expérience professionnelle dans toute son épaisseur : en effet, si personne ne rentre dans le détail des dilemmes professionnels qui sont les siens, le risque est alors d'en rester à un encouragement mutuel, mais sans mordre sur la question de la transformation des structures, dans son propre environnement professionnel et plus largement. Par ailleurs, beaucoup de cadres sont trop loin de l'Église pour faire le pas d'une adhésion à un tel mouvement. Ne faut-il pas privilégier aussi des groupes de réflexion sur des sujets précis avec ses collègues de travail, ou avec des amis de plus ou moins longue date, que l'on sent animés des mêmes insatisfactions, d'interrogations semblables ? On peut aussi promouvoir des engagements dans des associations comme Solidarités Nouvelles face au Chômage, comme le Secours Catholique et le CCFD, où peuvent s'échanger des points de vue et des logiques variés et se vivre de nouvelles solidarités²². De même, en famille, n'y a-t-il pas beaucoup à inventer pour ne pas céder à la fascination des filières les plus prestigieuses et rémunératrices, ou pour encourager, sans cesse, son(ses) enfant(s) à vivre des expériences diverses avec et pour d'autres, à chercher à réussir leur vie avant de réussir dans la vie ? Le défi moral et spirituel est celui de la confiance, au prix, parfois, d'une grande solitude, mais aussi expérience possible de la proximité aimante et inouïe de Dieu : lâcher prise pour oser quitter ses idoles et ses peurs, inventer du neuf, oser être soi jour après jour, oser épouser de grandes causes dans la banalité du quotidien, mettre ses compétences et son savoir-faire au service de la justice et de la fraternité, avancer en eau profonde, sûrs que la source de vie ne nous sera jamais ôtée.

CÉCILE RENOUARD

22. J-B de Foucauld, *L'abondance frugale. Pour une nouvelle solidarité*, Odile Jacob, 2010.



Retrouvez
les autres articles de
Cécile Renouard
www.revue-etudes.com